



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SEINE-MARITIME

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°76-2017-70

PUBLIÉ LE 30 MARS 2017

# Sommaire

## **Direction départementale des territoires et de la mer de la Seine-Maritime**

76-2017-03-29-005 - Arrêté n°17-046 du 29 mars 2017 portant délégation de signature en matière de compétences départementales non-déconcentrées relatives à la délégation à la mer et au littoral (4 pages)

Page 4

## **Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie**

76-2017-03-20-022 - ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE DE LA DIRECTRICE DE LA DRFIP 76 ACCORDEE EN MATIERE CONTENTIEUX ET GRACIEUX FISCAL-MISE A JOUR DE LA LISTE DES RESPONSABLES DE SERVICE AU 20-3-2017 (6 pages)

Page 9

76-2017-03-20-021 - ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE DE LA DIRECTRICE DE LA DRFIP 76 FIXANT LE PERIMETRE DE DELEGATION EN MATIERE DE CONTENTIEUX ET GRACIEUX FISCAL ACCORDEE A Mme PEGGY LE BARS DANS LE CADRE DE L'INTERIM DU POLE ICE ROUEN 1 A COMPTER DU 20-3-2017. (1 page)

Page 16

76-2017-03-21-013 - ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX ET GRACIEUX FISCAL DU POLE ICE ROUEN 1 mise à jour du 21-3-2017 (1 page)

Page 18

76-2017-03-27-007 - ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX ET GRACIEUX FISCAL DU SIP ROUEN VILLE Mise à jour du 27-3-2017 (4 pages)

Page 20

## **Préfecture de la Seine-Maritime - CABINET**

76-2017-03-28-004 - Arrêté du 28 mars 2017 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public au niveau du péage de Bouville, Autoroute A150, sur le ressort de la commune de Bouville (76360), le vendredi 31 mars 2017 de 08h30 à 11h30 (3 pages)

Page 25

## **Préfecture de la Seine-Maritime - DCPE**

76-2017-03-29-001 - Arrêté n° 17-73 du 29 mars 2017 portant délégation de signature à Mme Elodie LECAPLAIN-SHARMA, cheffe préfiguratrice du centre d'expertise et de ressources Permis de Conduire (2 pages)

Page 29

76-2017-03-29-003 - Arrêté n° 17-75 du 29 mars 2017 portant délégation de signature à M. le colonel Jean-Yves LAGALLE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ( SDIS) (3 pages)

Page 32

76-2017-03-29-004 - Arrêté n° 17-76 du 29 mars 2017 portant délégation de signature à M. Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement pour la région Normandie (7 pages)

Page 36

76-2017-03-29-008 - délégation de signature AP 17 74 du 29 mars 2017 M. Marc RENAUD, DRLP (4 pages)

Page 44

**Préfecture de la Seine-Maritime - DRHM**

76-2017-03-29-006 - Arrêté n° 17-72 du 29 mars 2017 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire - Chorus (6 pages)

Page 49

Direction départementale des territoires et de la mer de la  
Seine-Maritime

76-2017-03-29-005

Arrêté n°17-046 du 29 mars 2017 portant délégation de  
signature en matière de compétences départementales  
non-déconcentrées relatives à la délégation à la mer et au  
littoral



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale  
des Territoires et de la Mer  
Direction

Rouen, le 29 MARS 2017

Le directeur départemental des Territoires  
et de la Mer de la Seine-Maritime

## ARRÊTÉ N°17-046

**Objet** : Arrêté portant délégation de signature en matière de compétences départementales non-déconcentrées relatives à la délégation à la mer et au littoral

### VU :

- le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- l'arrêté du Premier ministre du 20 septembre 2011 portant nomination de M. Olivier MORZELLE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime, renouvelé pour une période d'un an par l'arrêté du Premier ministre du 20 septembre 2016 ;
- l'arrêté préfectoral n°16-199 du 30 décembre 2016 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de la Seine-Maritime ;

M. Olivier MORZELLE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> -

Délégation est donnée à M. Mathieu ESCAFRE, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental adjoint des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime, délégué à la mer et au littoral, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes :

### I - Missions «gens de mer – ENIM »

#### 1- Droit du travail

Décret n° 2015-219 du 27 février 2015 relatif à la résolution des litiges individuels entre les marins et leurs employeurs

#### 2- Conduite du navire

Décret n°67-432 du 26 mai 1967 relatif aux effectifs à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance et arrêté du 30 juin 1967.

### 3- ENIM

Convention DAM/MEEDM/ENIM du 7 août 2015 organisant les relations entre les services de l'établissement et les services territoriaux chargés de la mer.

### 4- Statut du marin

Décret n°67-690 du 7 août 1967 relatif aux conditions d'exercice de la profession de marin.

### 5- Gestion des navires

- Immatriculation des navires de plaisance, de commerce et de pêche et délivrance des titres de navigation : arrêté du 24 avril 1942 ;
- Immatriculation des navires de plaisance en eaux maritimes : Arrêté du 30 novembre 1999.

## II – Missions «actions interministérielles de la mer, du littoral et portuaires»

1. Saisie des navires, engins de pêche et produits de la pêche : code rural et des pêches maritimes, livre IX et notamment en ce qui concerne le régime de saisie des navires et des engins de pêche (titre IV du livre IX) ;
2. Licences de capitaines-pilotes : présidence de la commission locale de délivrance : arrêté du 18 avril 1986 ;
3. Recrutement des pilotes : organisation des concours de pilotage – arrêté 26 septembre 1990 ;
4. Dérogations délivrant les autorisations de navigation en mer des bateaux fluviaux : Code des transports L5241-1 II et décision 55 du 19 mars 1957 article 1 ;
5. Salubrité des coquillages – délivrance des bons de transport : décret n°94-340 du 28 avril 1994 relatif aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants

## III - Administration générale.

Attribution ou retrait de toutes distinctions honorifiques :

- Légion d'honneur : décret du 28 novembre 1962,
- Mérite maritime : loi du 9 février 1930, décret du 16 mai 1930,
- Ordre National du Mérite : décret du 3 décembre 1963 ;
- Médaille d'honneur des marins : circulaire cabinet n°1026 du 21 novembre 1958.

### Article 2 -

Subdélégation de signature est donnée, dans les limites de leurs attributions respectives, à :

- M. David BUHE, administrateur des affaires maritimes, chef du Service Mer et Littoral et adjoint au délégué à la mer et au littoral (SML)
- M. Joël DAVO, administrateur principal des affaires maritimes, responsable du Département Actions Interministérielles de la Mer, du Littoral et Portuaires, Service Mer et Littoral (SML/DAIMLP) à Dieppe,

à l'effet de signer les décisions indiquées dans l'article 1er.

Subdélégation de signature est également donnée, dans les limites de leurs attributions et compétences respectives, à :

- Mme Corinne COQUATRIX, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable du Bureau des Marins et Usages de la Mer, Service Mer et Littoral (SML/BMUM)

- Mme Sylvie DRUAUX, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, Bureau gens de mer, usages et espace de la mer et du littoral au Havre,
- Mme Geneviève PHILIPPE-BASTY, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, Bureau gens de mer, usages et espace de la mer et du littoral à Rouen,
- Mme Marie-Pierre DELAUNE, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, Bureau gens de mer, usages et espace de la mer et du littoral au Havre,
- Mme Marie-Claire SELLIER, syndic des gens de mer, Bureau gens de mer, usages et espace de la mer et du littoral à Rouen,
- Mme Christine LECONTE, syndic des gens de mer, Bureau gens de mer, usages et espace de la mer et du littoral au Havre,
- Mme Sylviane COSSARD, syndic des gens de mer, Bureau gens de mer, usages et espace de la mer et du littoral à Dieppe,
- Mme Corinne MICHEL, syndic des gens de mer, Bureau gens de mer, usages et espace de la mer et du littoral à Rouen,

à l'effet de signer les documents se rapportant à l'article 1er I, alinéas 3, 4 et 5.

### **Article 3 -**

Subdélégation de signature est également donnée, dans la position de cadre d'astreinte de la Délégation à la Mer et au Littoral, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Olivier MORZELLE et de M. Mathieu ESCAFRE, à :

- M. Guy RENAUDIER, ingénieur des travaux publics de l'État, chargé de mission, Gestion du Littoral et Environnement Maritime, Délégation à la Mer et au Littoral (SML/GLEM)
- Mme Corinne COQUATRIX, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable du Bureau des Marins et Usages de la Mer, Service Mer et Littoral (SML/BMUM),
- Mme Marie-France MOREL, inspectrice des affaires maritimes, représentante territoriale et adjointe à la cheffe du Service Territorial du Havre, (STH),
- Mme Marie-Pierre DELAUNE, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, Bureau gens de mer, usages et espace de la mer et du littoral au Havre,
- Mme Karine VIEL, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure, adjointe au chef du Département Actions Interministérielles de la Mer, du Littoral et Portuaires, Service Mer et Littoral (SML/DAIMLP),

à l'effet de signer les décisions indiquées dans l'article 1er-II-1.

### **Article 4 -**

L'arrêté n°16-024 du 13 janvier 2016 portant délégation de signature en matière de compétences départementales non-déconcentrées relatives à la délégation à la mer et au littoral est abrogé.

### **Article 5 -**

Le directeur départemental des Territoires et de la Mer est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Seine-Maritime.

Pour la préfète, et par délégation,  
le directeur départemental  
des Territoires et de la Mer

M. Olivier MORZELLE



Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie

76-2017-03-20-022

**ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE DE LA  
DIRECTRICE DE LA DRFIP 76 ACCORDEE EN  
MATIERE CONTENTIEUX ET GRACIEUX  
FISCAL-MISE A JOUR DE LA LISTE DES  
RESPONSABLES DE SERVICE AU 20-3-2017**

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

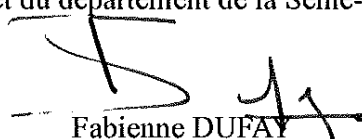
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
de Normandie et du département de la Seine-Maritime

Direction régionale des finances publiques de Normandie  
et du département de la Seine-Maritime,

Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts,

A Rouen, le 20 mars 2017

L'Administratrice générale des finances publiques,  
Directrice régionale des finances publiques de  
Normandie et du département de la Seine-Maritime,



Fabienne DUFAY



LEYNIER Jean-Pierre	Service des impôts des particuliers de Bolbec
PAGE Noëlle	Service des impôts des particuliers de Dieppe
POULIQUEN Nathalie	Service des impôts des particuliers d'Elbeuf
LE BADEZET Gildas	Service des impôts des particuliers d'Eu
PLOUVIER Jean-Pierre	Service des impôts des particuliers de Fécamp
LE GOAS Joëlle	Service des impôts des particuliers du Havre Océane
PHILIPPE-LESAGE Véronique	Service des impôts des particuliers du Havre Estuaire
BERQUIER Jean-François	Service des impôts des particuliers de Neufchâtel
DEFER Yves	Service des impôts des particuliers de Rouen Est
LEPRINCE Liliane	Service des impôts des particuliers de Rouen Ouest
SAGOT Philippe	Service des impôts des particuliers de Rouen Ville
LEVASSEUR Jean-Jacques	Service des impôts des particuliers d'Yvetôt

LEYNIER Jean-Pierre	Service des impôts des entreprises de Bolbec
LE MERLE Alain	Service des impôts des entreprises de Dieppe
POULIQUEN Nathalie	Service des impôts des entreprises d'Elbeuf
LE BADEZET Gildas	Service des impôts des entreprises d'Eu
PLOUVIER Jean-Pierre	Service des impôts des entreprises de Fécamp
BRUMARD Pascal	Service des impôts des entreprises du Havre Océane
ROBERT Murielle	Service des impôts des entreprises du Havre Estuaire
BERQUIER Jean-François	Service des impôts des entreprises de Neufchâtel
KLAES Colette	Service des impôts des entreprises de Rouen Est
OAKS André	Service des impôts des entreprises de Rouen Ouest
BELLENGER Marie-Laurence	Service des impôts des entreprises de Rouen Ville
LEVASSEUR Jean-Jacques	Service des impôts des entreprises d'Yvetôt

BOYRIE Delphine	1ère Brigade Départementale de Vérification de ROUEN, par intérim
LEBOUC Nathalie	2ème Brigade Départementale de Vérification de ROUEN
DISSEAU Fabrice	3ème Brigade Départementale de Vérification de ROUEN
COCHET Thierry	Pôle de contrôle des revenus et du patrimoine
	4ème Brigade Départementale de Vérification LE HAVRE

ORTH Thomas	Service de publicité foncière de Dieppe
COURTIN François	Service de publicité foncière du Havre 1er bureau, par intérim
COURTIN François	Service de publicité foncière du Havre 2ème bureau
JOURDAN Gilles	Service de publicité foncière de Rouen 1er bureau
JOURDAN Gilles	Service de publicité foncière de Rouen 2ème bureau, par intérim
BOURDON Christophe	Service de publicité foncière de Neufchâtel
DUMAS Isabelle	Service de publicité foncière d'Yvetôt

MARCASSIN Philippe	Pôle ICE DIEPPE
DORO Philippe	Pôle ICE le HAVRE
LE BARS Peggy	Pôle ICE ROUEN 1, par intérim
PAIRAULT LE MOIGNE Mailis	Pôle ICE ROUEN 2
CHAPPUIS Laurent	Pôle de recouvrement spécialisé

PAGE Noëlle	Centre des Impôts Foncier de Dieppe, par intérim
DECHAMPS Pascale	Centre des Impôts foncier du Havre
RICHARD Carole	Centre des Impôts Foncier de Rouen 1
RICHARD Carole	Centre des Impôts Foncier de Rouen 2 par intérim
DECHAMPS Pascale	Centre des Impôts Foncier d'Yvetôt, par intérim

## CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

MAILLARD Christelle	AUMALE
VRAND Dominique	BARENTIN
BESSARD Isabelle	BELLENCOMBRE
MICOLLIER Patricia	BIHOREL
JEGAT Catherine	BLAINVILLE CREVON
POZZI Pascal	BLANGY SUR BRESLE
CATEL Christine	CANY BARVILLE
SERET Marc	CLERES
FREMONT Reynald	CRICQUETOT L'ESNEVAL
LE VAN CANH Brigitte	DARNETAL
WAUTOT Jean-Charles	DOUDEVILLE
RUFFE Myriam	DUCLAIR
PEPIN Georges	ENVERMEU
PRIGENT Eric	FAUVILLE EN CAUX
PEYREFICHE Eric	FORGES LES EAUX
HEUZE Anouchka	GODERVILLE
VAN BRAEKEL Claude	GOURNAY EN BRAY
GOHEL Isabelle	GRAND-COURONNE
JACQUET Hervé	HARFLEUR
GERARD Michel	LE GRAND-QUEVILLY
MOREL Patrick	LE MESNIL ESNARD
DAVERTON Chantal	LE PETIT-QUEVILLY
RUBERT Eric	LILLEBONNE
LEROUX Teddy	LONGUEVILLE SUR SCIE
GAMBLIN Pierre	LUNERAY
TEMPLEMENT Sandrine	MAROMME
PADOVANI Pierre	MONTIVILLIERS
LEFEBVRE Arnaud	MONTVILLE
FLEURY Catherine	OFFRANVILLLE
COUTURIER Nicole	RIVES EN SEINE
NISOLE Anniem	SOTTEVILLE LES ROUEN
PLOMION Annie	SAINT ROMAIN DE COLBOSC
FLEURY Séverine	SAINT VALERY EN CAUX

DAVID Elisabeth	TOTES
CATEL Christine	VALMONT, par intérim
LUCAS Olivier	YERVILLE

Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie

76-2017-03-20-021

ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE DE LA  
DIRECTRICE DE LA DRFIP 76 FIXANT LE  
PERIMETRE DE DELEGATION EN MATIERE DE  
CONTENTIEUX ET GRACIEUX FISCAL ACCORDEE  
A Mme PEGGY LE BARS DANS LE CADRE DE  
L'INTERIM DU POLE ICE ROUEN 1 A COMPTER DU  
20-3-2017.



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
de Normandie et du département de la Seine-Maritime

L'administratrice générale des finances publiques, directrice régionale des finances publiques  
de Normandie et du département de la Seine-Maritime,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

**Article 1.** - Délégation de signature est donnée à Mme Peggy LE BARS, désignée pour exercer les fonctions de responsable de service par intérim du Pôle ICE ROUEN 1 du 20 mars 2017 au 31 août 2017.

**Article 2.** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Seine-Maritime.

A Rouen, le 20 mars 2017

L'Administratrice générale des finances publiques,  
Directrice régionale des finances publiques de  
Normandie et du département de la Seine-Maritime,



Fabienne DUFAY

Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie

76-2017-03-21-013

**ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE EN  
MATIERE DE CONTENTIEUX ET GRACIEUX  
FISCAL DU POLE ICE ROUEN 1 mise à jour du  
21-3-2017**

## DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX FISCAL

La responsable du POLE CONTROLE EXPERTISE DE ROUEN 1,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Arrête :

### Article 1

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer,

en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses
BARBAUX Stéphane	Inspecteur	15 000 €
BARBEOC'H Claudine	Inspectrice	15 000 €
GAZE Thierry	Inspecteur	15 000 €
JAUME Isabelle	Inspectrice	15 000 €
LANNEL Maryline	Inspectrice	15 000 €
LETOFFE Marc	Inspecteur	15 000 €
MICHEL Isabelle	Inspectrice	15 000 €
NIGRON Valérie	Inspectrice	15 000 €
PAPAVOINE Arnaud	Inspecteur	15 000 €
BEYAERT Vincent	Contrôleur	10 000 €

3°) Les limites de délégation en matière de contentieux de M BARBAUX Stéphane sont portées à 60 000 € (100 000 € en matière de remboursement de crédit de TVA) en cas d'absence ou d'empêchement du Responsable du Pôle Contrôle Expertise. Cette délégation est limitée aux périodes durant lesquelles M. BARBAUX Stéphane aura été désigné pour exercer les fonctions de Responsable de service par intérim.

### Article 2

Le présent arrêté sera affiché dans les locaux du service.

A Rouen, le 21 mars 2017

La responsable du Pôle Contrôle Expertise,

  
**Peggy LE BARS**  
Inspectrice Principale  
des Finances Publiques

Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie

76-2017-03-27-007

**ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE EN  
MATIERE DE CONTENTIEUX ET GRACIEUX  
FISCAL DU SIP ROUEN VILLE Mise à jour du  
27-3-2017**

## **DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX ET DE GRACIEUX FISCAL**

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de Rouen-Ville,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à

- Monsieur Gilles ROMON, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable du service des impôts des particuliers de Rouen-Ville,
- Monsieur Sébastien LEFEVRE, inspecteur des finances publiques, adjoint au responsable du service des impôts des particuliers de Rouen-Ville,
- Monsieur Yoann NGUYEN, inspecteur des finances publiques, adjoint au responsable du service des impôts des particuliers de Rouen-Ville,

à l'effet de signer :

1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et sans limitation de montant, les décisions prises sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière pour pertes de récoltes;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant;

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, sans limitation du nombre de mois ni de montant;

b) les avis de mise en recouvrement;

c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice;

d) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

Olivier BORDES	Armelle DALLIAS-BOUTEILLER	Laurence LUTZ
Joëlle MONE	Nicolas PALASZUK	

## Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement dans la limite de 5.000,00 €;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances dans la limite de 5.000,00 €;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Brigitte CONFAIS	Contrôleuse principale	500,00 €	6 mois	5.000,00 €
Karine FERNANDES	Contrôleuse principale	500,00 €	6 mois	5.000,00 €
Henri LE SAINT	Contrôleur principal	500,00 €	6 mois	5.000,00 €
Sylvie PELTIER	Contrôleuse principale	500,00 €	6 mois	5.000,00 €
Laurence FROISSART	Contrôleuse	500,00 €	6 mois	5.000,00 €
Patricia LEDET	Contrôleuse	500,00 €	6 mois	5.000,00 €
Cyril MENETRIER	Contrôleur	500,00 €	6 mois	5.000,00 €
Isabelle ROY	Contrôleuse	500,00 €	6 mois	5.000,00 €
Pascal SAILLANT	Contrôleur	500,00 €	6 mois	5.000,00 €

#### Article 4

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Philippe BOULAY	Contrôleur	10.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Catherine BUREL	Agente administrative principale	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
François DUREL	Agent administratif	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Virginie FIN	Agente administrative	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Kenny HATRON	Contrôleur	10.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Nathalie LANFRAY	Contrôleuse	10.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Nicole LEMELLE	Contrôleuse	10.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Valérie PAPILLON-GIBLAISSE	Contrôleuse	10.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Jessica VREL	Contrôleuse	10.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Hervé DEPRET	Inspecteur	10.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Elodie BARBOT	Agente administrative	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Claire BARLOT	Agente administrative	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Ghislaine DEWASMES	Agente administrative principale	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Céline DI MATTEO	Agente administrative principale	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Maryline GOSSELIN	Agente administrative principale	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Jessie LEROY	Agente administrative	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Martine NIGAUD	Agente administrative principale	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €
Ludivine PIRES	Agente administrative	2.000,00 €	3 mois	3.000,00 €

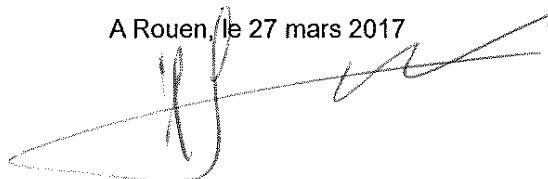
Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Sylvie ROLLAND	Contrôleuse principale	10.000,00 €	3 mois	3.000,00 €

Les agents délégataires ci-dessus désignés peuvent prendre des décisions à l'égard des contribuables relevant de l'ensemble des services suivants : SIP de Rouen-Ville, SIP de Rouen-Est, SIP de Rouen-Ouest.

#### Article 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

A Rouen, le 27 mars 2017



Philippe SAGOT,  
Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de Rouen-Ville,

## Préfecture de la Seine-Maritime - CABINET

76-2017-03-28-004

Arrêté du 28 mars 2017 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public au niveau du péage de Bouville, Autoroute A150, sur le ressort de la commune de Bouville (76360), le vendredi 31 mars 2017 de 08h30 à 11h30



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Cabinet

Bureau de la sécurité

Section ordre public

**Arrêté autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public au niveau du péage de Bouville, Autoroute A150, sur le ressort de la commune de Bouville (76360), le vendredi 31 mars 2017 de 08h30 à 11h30**

**La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8<sup>e</sup> alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;
- Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;
- Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
- Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
- Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
- Vu la loi n° 2016-1767 du 19 décembre 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
- Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
- Vu le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
- Vu le décret du président de la République du 16 février 2017 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO en qualité de préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;

- Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;
- Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;
- Considérant que l'autoroute A150 reliant Rouen au Havre constitue l'un des axes routiers principaux du département de la Seine-Maritime et induit un flux de circulation routière important dans le contexte des attentats survenus à Berlin le 19 décembre 2016 et à Istanbul le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et la tentative d'attentat commise à Paris le 3 février 2017 ;
- Considérant la nécessité de renforcer les contrôles sur cet axe ;
- Considérant dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

*Sur proposition du directeur de cabinet de la préfecture de la Seine-Maritime*

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Le vendredi 31 mars 2017 de 08h30 à 11h30, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

**Article 2** - Les contrôles mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont effectués au niveau du péage de Bouville, autoroute A150, sur le ressort de la commune de Bouville (76360).

**Article 3** – Le directeur de cabinet de la préfecture de la Seine-Maritime et le colonel, commandant la région de gendarmerie de Normandie, commandant le groupement de gendarmerie départemental de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait à Rouen, le 28 mars 2017

La préfète,

A handwritten signature in blue ink, reading 'F. Buccio', is written over a horizontal line. Below the signature, there is another horizontal line.

Fabienne BUCCIO

*Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

Préfecture de la Seine-Maritime - DCPE

76-2017-03-29-001

Arrêté n° 17-73 du 29 mars 2017 portant délégation de signature à Mme Elodie LECAPLAIN-SHARMA, cheffe préfiguratrice du centre d'expertise et de ressources Permis

*Délégation de signature suite à l'arrivée de Mme BUCCIO*

de Conduire



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES DE L'ÉTAT  
Bureau de la Coordination interministérielle

**Arrêté n° 17 - 73 du 29 mars 2017**

**portant délégation de signature à Mme Élodie LECAPLAIN-SHARMA,  
Cheffe préfiguratrice du centre d'expertise et de ressources Permis de conduire**

**La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,  
officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu le code de la route  
Vu le code de justice administrative ;  
Vu la loi n° 82-231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
Vu le décret du Président de la République du 16 février 2017 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO en qualité de préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;  
Vu l'arrêté ministériel en date du 10 février 2017 nommant Mme Elodie LECAPLAIN-SHARMA dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;  
Vu l'avis du comité technique du 13 mars 2017 ;  
Vu l'arrêté du 5 mai 2015 portant organisation de la préfecture et des sous-préfectures de la Seine-Maritime ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,*

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Délégation est donnée à Mme Elodie LECAPLAIN-SHARMA, cheffe préfiguratrice du centre d'expertise et de ressources permis de conduire, responsable de la mission « permis de conduire » à l'effet de signer les décisions relevant des attributions de sa direction, ci-dessous énumérées :

- instruction et délivrance des permis de conduire : primata, renouvellement (duplicata et professionnels de la route), perte, vol, échanges de permis de conduire étrangers, permis internationaux, comité local de suivi - CLS, instruction des réquisitions des forces de l'ordre ;
- visites médicales d'aptitude à la conduite : accueil et information du public, secrétariat de la commission primaire départementale et de la commission d'appel, agrément des médecins de ville (généralistes et spécialistes), agrément des centres de tests psychotechniques ;

- sanctions liées au non-respect du code de la route : accueil et information du public, suspension administrative du permis de conduire, invalidation pour solde de points nul, enregistrement des décisions judiciaires entraînant la perte de points, enregistrement des stages de récupération de points, instruction des réquisitions des forces de l'ordre.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Élodie LECAPLAIN-SHARMA, cette délégation est exercée par Mme Sylvie LEPILEUR, attachée, chef de la section Permis de conduire et en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, à Mme Nora ABABSA, secrétaire administrative de classe normale, adjointe à la chef de section.

**Article 2**— Sont exclus de la présente délégation de signature :

- les actes réglementaires ;
- les actes portant création de comités, conseils et commissions et désignation de leurs membres ;
- les arrêtés et décisions attributives de subventions et conventions engageant financièrement l'État ;
- les conventions conclues entre l'État et des partenaires publics ou privés (sous réserve des dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 4) ;
- les demandes d'avis adressées au tribunal administratif en application de l'article R.212-1 du code de justice administrative ;
- les mémoires en justice, en particulier, les saisines devant les juridictions administratives ;
- les déclinatoires de compétence et arrêtés de conflit.

**Article 3** - La présente délégation de signature prend effet à compter du jour de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 4** – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime.

La préfète,



Fabienne BUCCIO

*Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

Préfecture de la Seine-Maritime - DCPE

76-2017-03-29-003

Arrêté n° 17-75 du 29 mars 2017 portant délégation de signature à M. le colonel Jean-Yves LAGALLE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la  
*Délégation de signature suite à la nomination de Mme BUCCIO*  
Seine-Maritime ( SDIS)



**PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME**

**Direction de la coordination  
des politiques de l'État**

Bureau de la coordination interministérielle

**Arrêté n°17- 75 du 29 mars 2017**

**portant délégation de signature à M. le colonel Jean-Yves LAGALLE**

**Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime**

**La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Vu :**

- le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1424-1 et suivants ;
- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- les décrets n° 95-260 du 8 mars 1995 et n° 97-645 du 31 mai 1997 relatifs à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 consolidé relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- le décret n°2016-2002 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels ;
- le décret n°2016-2003 du 30 décembre 2016 relatif à l'emploi de directeur départemental et directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours ;
- le décret du Président de la République en date du 16 février 2017 nommant Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté conjoint en date des 14 et 20 mars 2017 de Monsieur le ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant recrutement de Monsieur Jean-Yves LAGALLE par le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;

Préfecture de la Seine-Maritime – 7 place de la Madeleine – CS16036 – 76036 ROUEN CEDEX – Standard : 02 32 75 50 00  
Courriel : [prefecture@seine-maritime.gouv.fr](mailto:prefecture@seine-maritime.gouv.fr) – Site Internet : [www.seine-maritime.gouv.fr](http://www.seine-maritime.gouv.fr)

Page n°1

- l'arrêté conjoint en date des 14 et 20 mars 2017 de Monsieur le ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant détachement de Monsieur Jean-Yves LAGALLE, sur l'emploi fonctionnel de directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2011 portant création de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2011 portant création de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

## ARRETE

**Article 1 :** Conformément aux dispositions de l'article L 1424-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Yves LAGALLE, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels de la Seine-Maritime, Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et chef de corps à l'effet de signer toutes les décisions, instructions et correspondances relatives :

- à la direction opérationnelle du corps départemental des sapeurs-pompiers, notamment la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie ;
- à la direction des actions de prévention relevant du service départemental d'incendie et de secours ;
- aux affectations individuelles de défense des sapeurs-pompiers ;
- aux diplômes et attestations résultant de la participation des sapeurs-pompiers aux formations et qualifications.

Sont exclues du champ de cette délégation :

- les correspondances adressées au Président de la République, au Premier Ministre, aux ministres et aux parlementaires,
- les avis et actes décisionnels relatifs à la carrière du directeur départemental adjoint du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et ceux concernant le médecin-chef du Service de santé et de secours médical de la Seine-Maritime.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Yves LAGALLE, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, délégation de signature est donnée dans les mêmes matières à Monsieur Marc VITALBO, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, Directeur départemental adjoint.

**Article 3 :** La présente délégation prend effet à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime.

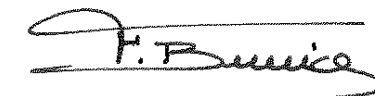
**Article 4 :** L'arrêté n° 17-71 du 20 mars 2017 portant délégation de signature à M. le colonel Jean-Yves LAGALLE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est abrogé.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime et du Service départemental d'incendie et de secours.

**Article 6 :** En application de l'article R 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Fait à Rouen, le **29 MARS 2017**

La préfète,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Buccio', written over a horizontal line.

Fabienne BUCCIO

Préfecture de la Seine-Maritime - DCPE

76-2017-03-29-004

Arrêté n° 17-76 du 29 mars 2017 portant délégation de  
signature à M. Patrick BERG, directeur régional de  
l'environnement, de l'aménagement et du logement pour la  
*Délégation de signature suite à la nomination de Mme BUCCIO*  
région Normandie

**PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME**

**Direction de la coordination des politiques  
de l'État**

Bureau de la coordination Interministérielle

**Arrêté n° 17-76 du 29 mars 2017**

**portant délégation de signature en matière d'activités de niveau départemental à  
Monsieur Patrick BERG, Administrateur général, directeur régional de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement (DREAL) pour la région Normandie**

**Madame la Préfète de la région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le règlement (CE) n° 338-97 du conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce et les règlements de la commission associés ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code forestier ;

Vu le code minier ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

Vu la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

Vu la loi n° 82-231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 modifié pris pour l'application à la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le décret n° 2009-496 du 30 avril 2009 relatif à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement prévue aux articles L.122.1 et L.122.7 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;

Vu le décret n° 2016-243 du 03 mars 2016 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat ;

Vu le décret n° 2016-244 du 03 mars 2016 relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'État chargée de la biodiversité ;

Vu le décret n° 2016-245 du 03 mars 2016 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche ;

Vu le décret n° 2016-254 du 03 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'habitat durable ;

Vu le décret du Président de la République en date du 16 février 2017 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1998 modifié fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338-97 du conseil européen et (CE) n° 939-97 de la commission européenne ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et de la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 nommant Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Normandie en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 16-20 du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;

Vu la note du 11 juillet 2016 relative à la mise en œuvre de l'organisation du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques en France Métropolitaine ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** - Délégation est donnée à Monsieur Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, à l'effet de signer au nom du Préfet tous les actes, documents, décisions, correspondances et conventions relevant de ses attributions et compétences définies par le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, notamment du niveau départemental, dans les domaines suivants :

Intitulé de la compétence	Références réglementaires
<b>1 – Inspection de l'environnement</b>	
<b>1-1 : Actes de gestion concernant les installations soumises à autorisation, enregistrement et déclaration</b> Pour les dossiers en cours, toutes correspondances liées à l'examen préalable lors de l'instruction de l'expérimentation de la demande d'autorisation (articles 10 à 13 du décret n° 2014-450 sus-visé), dans le cadre de l'expérimentation de l'autorisation unique et, en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>◦ échanges avec le demandeur (accusés de réception, demande de compléments),</li><li>◦ saisine des autorités ou personnes compétentes ;</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Chapitre II du titre I du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et notamment les articles : R.512-46-8, R.512-46-9, R.512-46-11, R.512-46-17 et R.512-46-23</li><li>• Chapitre 1<sup>er</sup> du titre VIII du livre I<sup>er</sup> de la partie réglementaire du code de l'environnement et notamment les articles :<ul style="list-style-type: none"><li>- R.181-4 à R.181-12</li><li>- R.181-16 à R.181-32</li></ul></li></ul>

Intitulé de la compétence	Références réglementaires
<p><b>1-2 Appareil à pression</b>  Délivrance des dérogations et autorisation diverses autres que celles relevant de la compétence ministérielle pour la fabrication et la surveillance en service des équipements sous pression.</p> <p><b>1-3 Canalisations de transport d'hydrocarbures</b>  liquides ou liquéfiés et de produits chimiques et de transport ou de distribution de gaz naturel</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Délivrance des dérogations et autorisations diverses, autres que celles relevant de la compétence ministérielle pour la construction et la surveillance en service des canalisations de transport d'hydrocarbures,</li> <li>• Habilitation, sous forme d'un arrêté préfectoral, des agents chargés de la surveillance des canalisations de transport ou de distribution de gaz naturel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chapitre VII du titre V du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement</li> <li>• décret du 13 décembre 1999 modifié et notamment l'arrêté du 15 mars 2000 modifié</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chapitres IV et V du titre V du livre V des parties législatives et réglementaire code de l'environnement, et l'ensemble de leurs arrêtés d'application,</li> <li>• Articles L.172-1, R.172-1 à R.172-6 du code de l'environnement</li> <li>• Chapitres IV et V du titre V du livre V des parties législatives et réglementaire code de l'environnement</li> <li>• Note DGPR DEVP1429956N du 24 décembre 2014</li> </ul>
<b>2 - Contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Confirmation du classement ou surclassement d'un ouvrage et fixation des échéances réglementaires initiales,</li> <li>• Élaboration du plan de contrôle des ouvrages hydrauliques,</li> <li>• Suivi du respect des obligations générales et particulières des responsables d'ouvrages hydrauliques relatives à la sécurité (étude de dangers, consignes, rapports de surveillance et d'auscultation, comptes-rendus des visites techniques approfondies, tenue à jour du dossier de l'ouvrage, du registre du barrage...) et instruction des documents correspondants,</li> <li>• Approbation des consignes écrites,</li> <li>• Mise en révision spéciale,</li> <li>• Suivi des événements importants pour la sûreté hydraulique,</li> <li>• Saisine de l'administration centrale pour toute demande d'avis du Comité technique permanent des barrages et ouvrages hydrauliques (CTPBOH) lorsque la réglementation l'exige ou en opportunité,</li> <li>• Réalisation des inspections périodiques ou inopinées relatives à la sécurité des ouvrages,</li> <li>• Instruction des mises en demeure.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• article R.214-114 du code de l'environnement.</li> <li>• circulaire du 8 juillet 2010.</li> <li>• articles R.214-115 à R.214-117, R.214-125 et R.214-127 du code de l'environnement,</li> <li>• Arrêté du 29 août 2009 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques</li> <li>• article L.171-8 du code de l'environnement.</li> </ul>
<b>3 - Réserves naturelles</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décisions relatives à la gestion et à la réglementation inscrite dans l'acte de classement des réserves naturelles créées par décret.</li> </ul>	

Intitulé de la compétence	Références réglementaires
<b>4 - Faune et Flore, et espèces protégées</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Coordination des plans nationaux d'action opérationnels pour la conservation ou le rétablissement des espèces visées aux articles L.411-1 et L.411-2 ainsi que des espèces d'insectes pollinisateurs</li> <li>Mise en œuvre des dispositions de la réglementation européenne (CITES)</li> <li>Transport de spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement (CE) n°338-97 et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement,</li> <li>Détention et utilisation d'écaille de tortues marines des espèces <i>Eretmochelys imbricata</i> et <i>Chelonia mydas</i>, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,</li> <li>Détention et utilisation d'ivoire d'éléphant, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L.411-3 du code de l'environnement</li> <li>R(CE) n° 338-97 modifié et règlements associés.</li> <li>R(CE) n°338-97 modifié,</li> <li>L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement et arrêtés pris en application.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Délivrance de dérogations à la protection stricte des espèces A l'exception des deux dérogations suivantes : - le plan de régulation d'oiseaux de l'espèce protégée <i>Phalacrocorax carbo sinensis</i> (Grand cormoran sous-espèce continentale) - les dérogations pour la destruction d'animaux sur les aérodromes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement</li> <li>arrêté du 19 février 2007 susvisé modifié.</li> </ul>
<b>5 - Opérations d'inventaire</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêtés portant autorisation de pénétrer sur les propriétés privées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>article L.411-1-A du code de l'environnement,</li> <li>loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics,</li> <li>loi n° 43-374 du 6 juillet 1943 modifiée relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères.</li> <li>Article L.414-1 du code de l'environnement</li> </ul>
<b>6 - Interruptions de travaux</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Attributions définies par le code de l'urbanisme dans les cas d'infractions aux codes de l'environnement ou de l'urbanisme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>articles L.480-2 (alinéas 9 et 10), L.480-5, L.480-6 et L.480-9 (1° alinéa) du code de l'urbanisme.</li> </ul>
<b>7 - Gestion forestière</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions relatives documents de gestion des forêts.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>articles L.122-7 et L.122-8 du code forestier,</li> <li>articles L.411-1 et 2, L.332-1 et suivants et L.414-1 du code de l'environnement.</li> </ul>

Intitulé de la compétence	Références réglementaires
<b>8 – Mines, carrières et énergie</b>	
<p><b>9-1</b> Instruction technique, contrôle et police dans les domaines suivants : mines, granulats marins, carrières et géothermie, recherche et exploitations d'hydrocarbures, eaux souterraines, eaux minérales.</p> <p><b>8-2</b> Stockage souterrain d'hydrocarbures.</p> <p><b>8-3</b> Stockage souterrain de gaz.</p> <p><b>8-4</b> Production de gaz combustibles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autorisation de construction et mise en exploitation de canalisation de gaz</li> <li>• Déclaration d'utilité publique des ouvrages en vue de l'établissement de servitudes</li> </ul> <p><b>8-5</b> Production, distributions et transport d'électricité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 8.5.a - La réception du dossier, l'instruction et l'approbation d'une demande d'approbation de projet d'un ouvrage du réseau public de transport ou d'un ouvrage assimilable aux réseaux publics d'électricité ou d'une demande d'autorisation de construction d'une ligne directe et décision éventuelle de prolonger le délai d'instruction,</li> <li>• 8.5.b - L'établissement de déclarations d'utilité publique (DUP)</li> <li>• 8.5.c - La réception de l'information contenue dans le système d'information géographique du réseau public d'électricité et des ouvrages assimilables à ceux-ci, du bilan annuel des contrôles techniques effectués sur les ouvrages et des déclarations d'accidents et incidents graves impliquant les ouvrages,</li> <li>• 8.5.d - L'opposition au bénéfice de réduction au titre du dispositif de l'électro-intensif,</li> <li>• 8.5.e- L'opposition au bénéfice de réduction au titre du dispositif de gazo-intensif,</li> <li>• 8.5.f – Instruction par le préfet des dossiers relatifs aux appels d'offre de la filière photovoltaïque</li> <li>• 8.5.g - La délivrance des titres de concession, l'approbation des projets et l'autorisation des travaux concernant les ouvrages utilisant l'énergie hydraulique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article R.555-17 du code de l'environnement</li> <li>• Article R.443-4 du code de l'énergie</li> <li>• Articles R.323-26, R.323-40, R.343-7 et R.323-44 du code de l'énergie.</li> <li>• Articles R.323-4, R.323-14, R.323-22 et R.343-3 du code de l'énergie</li> <li>• Articles R.323-29, R.323-20 et R.323-38 du code de l'énergie.</li> <li>• Article D.351-7 du code de l'énergie</li> <li>• Article D.461-7 du code de l'énergie</li> <li>• Article R 311-20 du code de l'énergie</li> <li>• Décret n°2016-530 du 27 avril 2016 relatif aux concessions d'énergie hydraulique et approuvant le modèle de cahier des charges applicable à ces concessions</li> </ul>
<p><b>8-6</b> Utilisation de l'énergie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Délivrance et modification, s'il y a lieu de certificats permettant à une personne de bénéficier de l'obligation d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat,</li> <li>• Attestation ouvrant droit à achat de biométhane</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 6 du décret n° 2016-691 du 28 mai 2016 définissant les listes et les caractéristiques des installations mentionnées aux articles L.314-1, L.314-2, L.314-18, L.314-19 et L.314-21 du code de l'énergie</li> <li>• Article D.446-3 du code de l'énergie.</li> </ul>
<b>9 - Contrôles des véhicules routiers</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Délivrance ou retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté ministériel du 30 septembre 1975 modifié relatif à l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés,</li> </ul>

Intitulé de la compétence	Références réglementaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procès verbaux ou fiches de réception de véhicules,</li> <li>• Approbation et contrôle des véhicules et des matériels de transport de matières dangereuses.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Articles R.321.15 à R.321.25 du code de la route et arrêté ministériel du 19 juillet 1954 modifié relatif à la réception des véhicules automobiles,</li> <li>• Arrêté du 4 mai 2009 modifié relatif à la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes et équipements destinés à ces véhicules en application de la directive 2007/46/CE</li> <li>• Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.</li> </ul>
<b>10 - Surveillance et contrôle des déchets</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accusés de réception et notifications concernant la surveillance et le contrôle de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne,</li> <li>• Délivrance des agréments des ramasseurs d'huiles usagées,</li> <li>• Délivrance des agréments pour la collecte des pneumatiques usagés,</li> <li>• Délivrance des agréments pour la filière d'élimination des véhicules hors d'usage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Règlement 1013/2006/CE.</li> </ul>
<b>11 - Déclarations d'utilité publique – Servitudes électricité et gaz</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Instruction des demandes de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Electricité : articles R.323-4, R.323-14, R.323-22 et R.343-3 du code de l'énergie</li> <li>• Gaz : Article R.433-4 du code de l'énergie</li> </ul>
<b>12 – Risques naturels</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Correspondances sur l'interprétation des cartes informatiques sur les risques naturels ;</li> <li>• Notification des cartes informatiques sur les risques naturels, dès lors qu'il ne s'agit que de mises à jour très localisées ou résultant d'un échange préalable avec le Maire ou ses services techniques.</li> <li>• Correspondances relatives aux Stratégies Locales de Gestion du Risque Inondation</li> <li>• Correspondances relatives aux Programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) /Plans submersion rapide (PSR)</li> <li>• Correspondances relatives aux délégations de crédits Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Circulaire du 14 octobre 2003 relative à la politique de l'Etat en matière d'établissement des atlas des zones inondables</li> <li>• Article L.566-8 du code de l'environnement</li> <li>• Circulaire du 12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets PAPI 2011 et opérations de restauration des endiguements PSR</li> <li>• Circulaire du 23 avril 2007 relative au financement par le FPRNM de certaines mesures de prévention</li> </ul>

**Article 2** - Sont exclues de la délégation de signature consentie au premier article, les décisions suivantes :

- les arrêtés de mise en demeure, de consignation, de suspension, de fermeture, de suppression, de cessation définitive d'activités, de travaux d'office, de fixation du montant d'une amende administrative ou d'une astreinte pris à l'encontre d'installations classées pour la protection de l'environnement,
- les arrêtés d'ouverture d'enquêtes publiques,

- les arrêtés portant autorisation d'exploiter et extension d'activités d'installations classées pour la protection de l'environnement,
- les arrêtés portant prescriptions complémentaires pour les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil départemental,
- les circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général,
- les conventions, contrats ou chartes de portée générale avec une collectivité territoriale,
- l'approbation des chartes et schémas départementaux,
- les décisions qui font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la préfecture, notamment en matière d'expropriation pour utilité publique, d'occupation temporaire et d'institution de titres miniers ou de titres concernant des stockages souterrains,
- les déclinatoires de compétence et arrêtés de conflit régis par la loi du 24 mai 1872 modifiée relative au Tribunal des conflits,
- les mémoires contentieux introductifs d'instance et en défense présentés aux juridictions administratives.

**Article 3** - En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Monsieur Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, peut donner délégation de signature aux agents placés sous son autorité.

Ces décisions devront faire l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Seine-Maritime et d'une transmission à la préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime.

**Article 4** - L'arrêté n° 17-59 du 6 mars 2017 portant délégation de signature en matière d'activités de niveau départemental à Monsieur Patrick BERG, administrateur général, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) pour la région Normandie est abrogé.

**Article 5** - Le présent arrêté prend effet à compter du jour de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 6** - Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime.

Fait à Rouen, le

La préfète,



Fabienne BUCCIO

*Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

Préfecture de la Seine-Maritime - DCPE

76-2017-03-29-008

délégation de signature AP 17 74 du 29 mars 2017 M.  
Marc RENAUD, DRLP

*délégation de signature AP 17 74 du 29 mars 2017 M. Marc RENAUD, DRLP*

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES DE L'ÉTAT  
Bureau de la Coordination interministérielle

**Arrêté n° 17 - 74 du 29 mars 2017**

**portant délégation de signature à M. Marc RENAUD,  
directeur de la réglementation et des libertés publiques**

**La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,  
officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- Vu le code de justice administrative ;
- Vu la loi n° 82-231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 16 février 2017 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO en qualité de préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel n°13/1562/A du 9 janvier 2014 portant réintégration pour ordre dans le grade des attachés d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, nomination et détachement de M. Marc RENAUD dans un emploi de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques ;
- Vu l'arrêté du 5 mai 2015 portant organisation de la préfecture et des sous-préfectures de la Seine-Maritime ;
- Vu l'avis du comité technique du 13 mars 2017 ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,*

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Délégation est donnée à M. Marc RENAUD, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer les décisions relevant des attributions de sa direction, notamment dans les matières suivantes, sans préjudice des dispositions de l'article 6 :

- les conventions passées entre l'État et les professionnels de l'automobile concernant le système d'immatriculation des véhicules (SIV) ;

- les mesures d'éloignement, de mise en rétention administrative et d'assignation à résidence, ainsi que les demandes de prolongation de rétention auprès du juge judiciaire, en cas d'absence ou d'empêchement simultané du préfet, du secrétaire général, de la secrétaire générale adjointe et du directeur de cabinet ;
- les mémoires en défense produits au tribunal administratif dans le cadre de l'urgence, à savoir ceux produits en réponse aux recours jugés selon la procédure prévue aux articles L.512-1-II et L.512-1-III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- les mémoires en défense produits au tribunal administratif dans le cadre des référés prévus dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- les mémoires en défense complémentaires produits au tribunal administratif dans le cadre des recours jugés en application du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- les mémoires en défense produits auprès des juridictions judiciaires de première instance et d'appel en matière de rétention des étrangers.

## **Article 2 - Bureau de la réglementation générale et de l'état civil**

Délégation est donnée à M. Gaspard FORMERY, attaché, chef du bureau de la réglementation générale et de l'état civil, à l'effet de signer les décisions relevant des attributions de son bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaspard FORMERY, cette délégation est exercée par Mme Sylvie RESTENCOURT, attachée principale, chef du bureau de la circulation, par Mme Chantal GYS, attachée principale, chef du service de l'immigration et de l'intégration, et par M. Florent RISACHER, attaché, adjoint au chef de service de l'immigration et de l'intégration.

## **Article 3 – Bureau de la circulation**

Délégation est donnée à Mme Sylvie RESTENCOURT, attachée principale, chef du bureau de la circulation, à l'effet de signer les décisions relevant des attributions de son service, notamment dans les matières suivantes :

- les conventions passées entre l'État et les professionnels de l'automobile concernant le système d'immatriculation des véhicules (SIV).

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sylvie RESTENCOURT, cette délégation est exercée par Mme Chantal GYS, attachée principale, chef du service de l'immigration et de l'intégration, par M. Florent RISACHER, attaché, adjoint au chef de service de l'immigration et de l'intégration et par M. Gaspard FORMERY, attaché, chef du bureau de la réglementation et de l'état civil.

## **Section de l'immatriculation des véhicules**

Délégation de signature est donnée à Mme Sylvie TOULORGE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, chef de section, pour les actes relevant des attributions de sa section, à l'exception des décisions faisant grief.

## **Article 4- Service de l'immigration et de l'intégration**

Délégation est donnée à Mme Chantal GYS, attachée principale, chef du service de l'immigration et de l'intégration, à l'effet de signer les décisions relevant des attributions de son service, notamment dans les matières suivantes :

- les mesures d'éloignement, de mise en rétention administrative et d'assignation à résidence, ainsi que les demandes de prolongation de rétention auprès du juge judiciaire, en cas d'absence ou d'empêchement simultané de la préfète, du secrétaire général, de la secrétaire générale adjointe et du directeur de cabinet ;

- les mémoires en défense produits au tribunal administratif dans le cadre de l'urgence, à savoir ceux produits en réponse aux recours jugés selon la procédure prévue aux articles L.512-1-II et L.512-1-III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- les mémoires en défense produits auprès des juridictions judiciaires de première instance et d'appel en matière de rétention des étrangers.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Chantal GYS, cette délégation est exercée par ordre de priorité, par M. Florent RISACHER, attaché, adjoint au chef de service de l'immigration et de l'intégration, par M. Jonathan CAJET, attaché, chef de section de l'éloignement et du contentieux, Olivia BASTIN, attachée, chef de section de l'admission au séjour et Mme Nadia ARIF, attachée, adjointe au chef de la section de l'éloignement et du contentieux.

### **Section de l'admission au séjour**

Délégation de signature est donnée à Mme Olivia BASTIN, attachée, chef de section, pour les actes relevant des attributions de sa section, y compris les refus d'enregistrement d'une demande ou de délivrance d'un récépissé et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Pascal BOISSIERE, secrétaire administratif de classe exceptionnel et M. Yannick HOULBRESQUE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle.

### **Section de l'éloignement et du contentieux**

Délégation de signature est donnée à M. Jonathan CAJET, attaché, chef de section, pour les actes relevant des attributions de sa section. En cas d'absence ou d'empêchement à Mme Nadia ARIF, attachée, adjointe au chef de la section de l'éloignement et du contentieux.

### **Section de l'intégration – plate-forme interdépartementale naturalisation**

Délégation de signature est donnée à Mme Armelle STURM, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, chef de section – responsable de la plate-forme interdépartementale naturalisation, pour les actes relevant des attributions de sa section, à l'exception des décisions et avis relatifs à l'acquisition de la nationalité française, et en cas d'absence ou d'empêchement à M. Romain CAMPART, secrétaire administratif de classe normale, adjoint à la responsable de la plate-forme.

**Article 5-** La présente délégation de signature prend effet à compter du jour de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

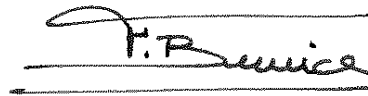
**Article 6-** Sont exclus de la présente délégation de signature :

- les actes réglementaires ;
- les actes portant création de comités, conseils et commissions et désignation de leurs membres ;
- les arrêtés et décisions attributives de subventions et conventions engageant financièrement l'État ;
- les conventions conclues entre l'État et des partenaires publics ou privés (sous réserve des dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 4) ;
- les demandes d'avis adressées au tribunal administratif en application de l'article R.212-1 du code de justice administrative ;
- les refus de délivrance de titres de séjour et mesures d'éloignement des étrangers (sous réserve des dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 4).

**Article 7** – L'arrêté n°17-28 du 6 mars 2017, portant délégation de signature à M. Marc RENAUD, directeur de la réglementation et des libertés publiques, est abrogé.

**Article 8** – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime.

La préfète,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Buccio', written over a horizontal line.

Fabienne BUCCIO

*Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

Préfecture de la Seine-Maritime - DRHM

76-2017-03-29-006

Arrêté n° 17-72 du 29 mars 2017 portant délégation de  
signature en matière d'ordonnancement secondaire -

**Chorus**

*Arrêté n° 17-72 du 29 mars 2017 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement  
secondaire - Chorus*

## PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES  
MOYENS

Bureau des finances et de la comptabilité

### **Arrêté n° 17-72**

**Portant délégation de signature en  
matière d'ordonnancement secondaire**

**La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et à la comptabilité publique ;
- Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et de la comptabilité publique ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Vu le décret du Président de la République en date du 16 février 2017 nommant Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 5 mai 2015 portant organisation des services de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 17-21 du 6 mars 2017 donnant délégation de signature à M. Yvan Cordier, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la convention portant délégation de gestion conclue entre la préfecture de la Seine-Maritime et la préfecture de l'Eure le 10 septembre 2012 ;
- Vu la convention portant délégation de gestion conclue le 14 juin 2012 entre le centre de services partagés Chorus de la préfecture de la Seine-Maritime et le directeur départemental de la cohésion sociale de l'Eure ;
- Vu la convention portant délégation de gestion conclue le 23 décembre 2016 entre le centre de service partagé Chorus de la préfecture de la Seine-Maritime et la préfecture de la Manche,

Vu la convention portant délégation de gestion conclue le 20 février 2017 entre le secrétaire général pour les affaires régionales et le secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime

Vu le contrat de service en date du 22 décembre 2016 relatif à la chaîne budgétaire et comptable DRFIP/Préfectures ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,*

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Délégation de signature est donnée à Mme Sylviane DUDOGNON, directrice des ressources humaines et des moyens, en vue d'exercer les attributions dévolues au préfet du département de la Seine-Maritime dans le cadre de ses fonctions d'ordonnateur secondaire ( dépenses, recettes et recettes pour comptes de tiers)

**Article 2** - Délégation de signature est également donnée à Mme Natacha BOURGHART-PARTIE, attachée principale, cheffe du bureau des finances et de la comptabilité, responsable du centre de services partagés régional Chorus, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes, y compris des recettes pour comptes de tiers, pour l'ensemble des crédits mis à disposition de la préfète de département de la Seine-Maritime et ceux dont la gestion est assurée par conventions susmentionnées par le centre de services partagés Chorus

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Natacha BOURGHART-PARTIE, délégation est également donnée à

- Mme Séverine BIARD, secrétaire administrative, aux fins d'engager et de liquider les dépenses (responsable des demandes de paiements et valideur adjoint des engagements) et de valider les recettes non fiscales et recettes pour comptes de tiers.
- Mme Céline DACHEUX, secrétaire administrative, (valideur adjoint des engagements juridiques) pour engager les dépenses et valider les recettes non fiscales et recettes pour comptes de tiers.
- Mme Anne CAILLOT, adjointe administrative, (valideur adjoint des engagements juridiques) pour engager les dépenses dans la limite de 5 000 €
- M. Ivan CABIOC'H, secrétaire administratif, aux fins d'engager et de liquider les dépenses (responsable des demandes de paiements et valideur adjoint des engagements juridiques adjoint) et de valider les recettes non fiscales et recettes pour comptes de tiers.
- Mme Karine MARIETTE, secrétaire administratif, aux fins d'engager et de liquider les dépenses (responsable des demandes de paiements et valideur adjoint des engagements juridiques) et de valider les recettes non fiscales et recettes pour comptes de tiers.

**Article 3** - Délégation est donnée aux directeurs de Préfecture ou à leurs collaborateurs ci-dessous mentionnés pour engager les dépenses dans la limite du seuil des marchés publics pour les crédits relatifs aux budgets opérationnels de programme relevant de leurs domaines de compétences, hors BOP 307 « administration territoriale » à :

- M Bernard COUSIN, directeur de la coordination et de la performance de l'Etat ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Dominique NGUYEN THANH, attachée principale
- Mme Camille DE WITASSE-THEZY, directrice du SIRACED PC, ou en cas d'absence ou d'empêchement, Romain MARTIN, attaché
- M. Patrick ELDIN, directeur des relations avec les collectivités locales et des élections ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Brigitte TRANCHARD, attachée principale.
- 
- M. Marc RENAUD, directeur de la réglementation et des libertés publiques, ou en cas d'absence ou d'empêchement Mme Chantal GYS, attachée principale ou M. Eric SALORT, attaché principal.

**Article 4** - Délégation est également donnée, dans les limites de leur domaine de compétences pour effectuer l'ordre de payer à l'attention du service facturier à

- Mme Magali BOUDOUX, attachée, pour les dépenses d'action sociale et les frais médicaux imputés sur les BOP 307 et 216;
- Mme Nicole FAVIER-BAUDAIS, attachée principale, pour les dépenses du BOP 307 relatives aux frais médicaux liés aux accidents de services (T2 HPSOP) ainsi qu'aux visites d'embauches et de titularisations (T3);
- Mme Sandrine FLEURY, attachée, pour les dépenses relatives aux frais de déplacement des agents lors des sessions de formation

**Article 5** -Délégation de signature est donnée à l'ensemble des gestionnaires de la plateforme Chorus dont la liste figure en annexe 1 aux fins de certifier le service fait dans l'outil Chorus.

**Article 6** : Délégation de signature est également donnée aux porteurs de carte achat dont les noms figurent en annexe 2 pour régler les dépenses par carte dans la limite des plafonds attribués

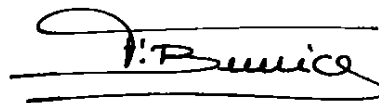
**Article 7** -Sont exclues de la présente délégation

- tout acte relevant de la procédure de passation des marchés publics
- les arrêtés portant attribution de subvention
- les ordres de réquisition du comptable public assignataire et les décisions de passer outre
- les conventions avec les collectivités territoriales ou celles conclues avec d'autres partenaires de l'Etat
- les décisions de gestion du domaine public (acquisition, aliénation, affectation)

**Article 8** -L'arrêté préfectoral n°17-19 du 24 février 2017 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire est abrogé.

**Article 9** - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime.

Fait à Rouen, le 29 MARS 2017



Fabienne BUCCIO

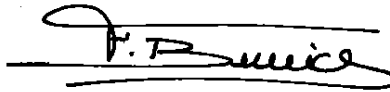
Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délais de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

<b>LISTE DES PERSONNES DE LA PLATEFORME CHORUS HABILITEES A CERTIFIER LE SERVICE FAIT DANS L'OUTIL</b>
--

- Mme Natacha BOURGHART-PARTIE, valideur d'engagements juridiques et de demandes de paiement, valideur de recettes
- Mlle Céline DACHEUX, valideur adjoint d'engagements juridiques
- Mme Séverine BIARD, Valideur adjoint d'engagements juridiques et demandes de paiement, valideur de recettes
- M. Ivan CABIOC'H, Valideur adjoint de demandes de paiement et valideur de recettes
- Mme Karine MARIETTE, Valideur adjoint de demandes de paiement et valideur de recettes
- Mme Anne CAILLOT, valideur adjoint d'engagements juridiques
- Mme Marie-France FAUVEL, gestionnaire chargée des prestations comptables
- Mme Angela GOMES DE CARVALHO, gestionnaire chargée des prestations comptables
- Mme Doris PLANCHE, gestionnaire chargée des prestations comptables
- Mme Sarah LECONTE, gestionnaire chargée des prestations comptables
- Mme Kathy LEPETIT, gestionnaire chargée des prestations comptables
- Mme Christine NORMAND, gestionnaire chargée des prestations comptables
- MME Corinne MARTIN, gestionnaire chargée des prestations comptables

**Vu, pour être annexé à l'arrêté N°17-72**

**La préfète de la Seine-Maritime**



**Fabienne BUCCIO**

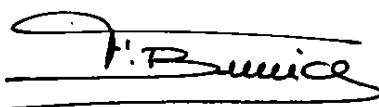
## Annexe 2

<b>LISTE DES PORTEURS DE CARTES ACHAT HABILITES A EFFECTUER DES ACHATS DE NIVEAU 1 OU DE NIVEAU 3</b>
---

Nom et prénom du porteur	Ville	Plafond périodique global	Montant TTC max par transaction CB	Achats d'urgence et de proximité Niveau 1	Achats sur marchés Niveau 3
BAILLIEUL FREDERIC	DIEPPE CEDEX	6000	2000	OUI	OUI
BIVILLE MARTINE	ROUEN CEDEX	2000	2000	OUI	NON
DE WITASSE THEZY CAMILLE	ROUEN CEDEX	1000	1000	OUI	NON
DENOYERS KARL	LE HAVRE CEDEX	8500	2000	OUI	OUI
DEVRAIGNE PATRICE	DIEPPE CEDEX	4500	2000	OUI	NON
DEZOIDE NICOLE	DIEPPE CEDEX	4600	2000	OUI	NON
GOUTEUX JEAN-LUC	DIEPPE CEDEX	4500	2000	OUI	NON
GUICHET ISABELLE	ROUEN CEDEX	65000	2000	OUI	OUI
HUMBERT PASCAL	ROUEN CEDEX	32000	200	OUI	NON
LECAMPION JESSICA	LE HAVRE CEDEX	2500	2500	OUI	NON
MERCEREAU THIERRY	ROUEN CEDEX	30000	2000	OUI	NON
PAVE CHRISTOPHE	ROUEN CEDEX	6000	2000	OUI	NON

Vu, pour être annexé à l'arrêté N°17-72

La préfète de la Seine-Maritime



Fabienne BUCCIO